

MAIRIE DE METZ

CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE METZ

PROJET DE DELIBERATION

Séance du 20 novembre 2025

DCM N° 25-11-20-22

Objet : Point d'information portant sur une demande de protection fonctionnelle.

Par courrier en date du 22 septembre 2025, M. Patrick THIL, adjoint au maire de Metz a sollicité le bénéfice de la protection fonctionnelle suite à des actes d'intimidation et d'agression verbale menée contre sa personne en public.

M. THIL a porté plainte le 17 juin 2025.

L'auteur des faits a été poursuivi et une audience sera tenue le 12 décembre 2025 devant le tribunal judiciaire de Metz.

Conformément à l'article L. 2123-35 du Code général des collectivités territoriales modifié par la loi n° 2024-247 du 23 mars 2024, la protection fonctionnelle est garantie aux élus victimes d'outrages à l'occasion ou du fait de leurs fonctions. Cette protection est désormais accordée de plein droit à l'expiration d'un délai de cinq jours suivant la réception de la demande par la collectivité, sous réserve d'avoir transmis cette dernière au Préfet et d'en informer les membres du conseil municipal. Cette information doit en outre être portée à l'ordre du jour de la séance suivante de l'organe délibérant.

En conséquence, l'information suivante est soumise aux membres du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales pris notamment en son article L. 2123-35,
VU le courrier de demande de protection fonctionnelle adressée au Maire par monsieur Patrick THIL en date du 22 septembre 2025 réceptionnée le 22 septembre 2025, transmis au Préfet et communiqué aux membres du conseil sur la plateforme sécurisée de communication de documents aux élus « extranet élus » le 20 octobre 2025,

CONSIDERANT que l'article L 2123-35 en sa nouvelle rédaction, prévoit désormais que la protection fonctionnelle est automatiquement accordée aux élus « lorsqu'ils sont victimes de violences, de menaces ou d'outrages à l'occasion du fait de leurs fonctions. Elle répare, le cas échéant, l'intégralité du préjudice qui en a résulté. »,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L 2123-35 du code général des collectivités territoriales, « L'élue adresse une demande de protection au maire, ce dernier adressant sa propre demande à tout élu le suppléant ou ayant reçu délégation. Il en est accusé réception. L'élue bénéficie de la protection de la commune à l'expiration d'un délai de cinq jours francs à compter de la réception de sa demande par la commune s'il a été procédé, dans ce délai à la transmission de la demande au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement, selon les modalités prévues au II de l'article L 2131-2, ainsi qu'à l'information des membres du conseil municipal. A défaut de respect de ce délai, l'élue bénéficie de la protection fonctionnelle à compter de la date d'accomplissement de ces obligations de transmission et d'information. »,

CONSIDERANT le courrier de demande de protection fonctionnelle adressée au Maire par monsieur Patrick THIL en date du 22 septembre 2025 réceptionnée le 22 septembre 2025, transmis au Préfet et communiqué aux membres du conseil sur la plateforme sécurisée de communication de documents aux élus « extranet élus » le 20 octobre 2025,

CONSIDERANT que la protection fonctionnelle a par suite été automatiquement accordée à M. Patrick THIL à compter du 25 octobre 2025, lui donnant ainsi le droit au remboursement des sommes engagées dans le cadre de cette instance,

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L 2123-35 du code susvisé, cette information est portée à l'ordre du jour de la séance suivante de l'organe délibérant,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L 2123-35 « le conseil municipal peut retirer ou abroger la décision de protection accordée à l'élue par une délibération motivée prise dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle l'élue bénéficie de la protection de la commune, dans les conditions prévues aux articles L 242-1 à L 242-5 du code des relations entre le public et l'administration. Par dérogation à l'article L 2121-9 du même code, à la demande d'un ou de plusieurs de ses membres, le maire est tenu de convoquer le conseil municipal dans ce même délai. La convocation est accompagnée d'une note de synthèse. »,

CONSIDERANT que dans ce cas, l'organe délibérant devra motiver sa décision de retirer ou d'abroger la protection fonctionnelle à l'élue,

PREND ACTE DE CETTE INFORMATION

Service à l'origine de la DCM : Affaires juridiques

Commissions :

Référence nomenclature «ACTES» : 9.1 Autres domaines de compétences des communes